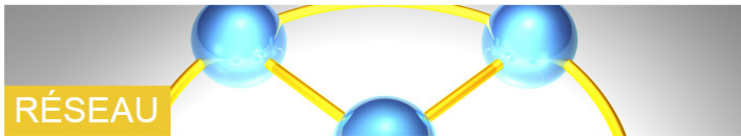




FAMILLES DE FRANCE



NOUS



RÉSEAU



POLITIQUE FAMILIALE



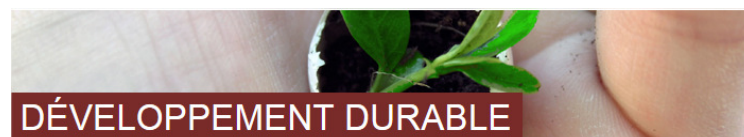
EDUCATION



CONSOMMATION



LOGEMENT



DÉVELOPPEMENT DURABLE



PUBLICATIONS & INFORMATIONS

2015

RAPPORT MORAL ET D'ORIENTATIONS

Familles de France – Fédération nationale
28 place Saint Georges – 75009 Paris

www.familles-de-france.org

Assemblée Générale
Samedi 20 juin 2015

Chers collègues, chers amis

Le rapport moral construit pour une Assemblée générale, reprends les grands événements internes ou externes qui ont marqué la vie d'un mouvement, de ses instances et des adhérents qu'il représente.

C'est un exercice périlleux car lorsque nous représentons 60 000 familles au sein d'un ensemble qui en représente lui-même 700 000, l'opinion de ces centaines de milliers de personnes ne peut être homogène. La vision de la famille n'est pas la même pour tous et nous avons le devoir de tenir compte de toutes les opinions pour tenter de déterminer des positions communes

Les réformes sociétales qui touchent la famille :

L'année 2014, dans la suite d'une année 2013 qui a vu plusieurs évolutions majeures pour la famille a vu se poursuivre une succession de réformes sociétales. La méthode choisie par le gouvernement de ne pas permettre un débat populaire, qui pourtant semble indispensable sur ces sujets, n'a permis une expression large de la voix des familles, et nous le regrettons. Mais peut être avons nous des questions à nous poser sur notre représentativité.

Le Mariage pour tous avait opposé les français en 2013. Aujourd'hui, il est entré dans les mœurs. Cependant, nous n'avons pas, à l'heure actuelle de garantie qu'il n'évoluera pas à terme vers la PMA et la GPA, qui pourrait correspondre à la commercialisation de l'enfant et à la marchandisation du corps de la femme.

Nous avons sur ce thème précis une grande majorité de réactions qui souhaitent que nous défendions les enfants contre les conséquences que pourraient avoir ces choix de pratiques.

La Sédation profonde légalise, selon certains, l'Euthanasie. Pourtant, sans qu'il n'y ait eu débat, elle semble correspondre à ce qu'attendaient de nombreuses familles.

La suppression du délai de réflexion pour les femmes et les couples concernés, face à la grave décision de l'IVG, a fait se partager les quelques avis qui se sont exprimés.

Nous aurions surtout apprécié, que des mesures très fortes permettant la prévention de cette situation, ou encore un accompagnement psychologique renforcé pour les femmes concernées soit proposé. Mais il est encore temps d'améliorer cette loi.

L'installation de salles de shoot pour se droguer proprement et la banalisation du Cannabis souvent valorisé posent problème à de nombreuses familles. Ces mesures vont à l'encontre de la politique de prévention largement souhaitée par les spécialistes, et inquiètent les familles.

La laïcité, noble valeur quand elle est bien utilisée, est trop souvent agitée de façon agressive. Elle s'oppose à la culture chrétienne de notre pays, stimulant parfois le communautarisme d'autres religions ou sectes, jusqu'à accepter que ce qui est sacré pour certains soit bafoué, moqué...et soit à l'origine de réactions extrêmement violentes qui heurtent la société et la fragilisent.

Nos familles ont bien sûr un rôle essentiel à jouer pour que notre jeunesse réapprenne les valeurs fondamentales de la République, mais aussi les valeurs familiales, tout en n'oubliant pas que les religions, toutes les religions cohabitent, et doivent être respectées.

La théorie du genre semble avoir vécu. Il faudra être vigilant et ne pas accepter son retour.

Une politique familiale touchée par des mesures d'économie:

Les réformes de la politique familiale, mises en œuvre en 2014 toucheront 3,2 millions de familles, selon les études de la Caisse nationale des allocations familiales. Ces ménages verront diminuer leur revenu mensuel de 67 euros, en moyenne. La moitié de ces familles gagnent plus de 2 130 euros par mois et concentrent 86 % des pertes financières totales. Pour les 20 % des familles les plus aisées, la perte moyenne serait de l'ordre de 129 euros par mois.

Deux mesures réduisent l'aide versée aux familles aisées. La première, la baisse du quotient familial, a été prise dans le cadre de la réforme Ayrault de la politique familiale présentée en 2013. Cette décision entraîne une hausse d'impôt sur le revenu pour 1,4 million de familles. La seconde mesure d'ampleur a été la modulation des allocations familiales, décidée sous la pression de parlementaires socialistes à l'automne 2014. Elle fera 485 000 perdants.

Une économie de 860 millions d'euros pour l'État sera réalisée.



Près de 2,1 millions de ménages à faibles revenus seront au contraire gagnants et percevront, en moyenne, 67 euros de plus par mois d'ici à 2018. Parmi eux, six sur dix disposent d'un revenu mensuel inférieur à 1 138 euros.

Les familles monoparentales représenteraient 52 % des familles gagnantes.

La meilleure répartition des ressources annoncée par le gouvernement ne se fait pas puisque une économie résiduelle conséquente se réalise.

Ces réformes ne constituent donc pas qu'une mesure d'équité, et de justice mais elles sont aussi une mesure d'économie.

Au sein de notre réseau, le débat a été passionné et les opinions n'ont pas fait l'unanimité. Certains pensent en effet normal que les plus aisés redistribuent une partie de leur richesse au plus pauvres.

L'inquiétude que nous pouvons avoir, à présent concerne le reste du système social. Les prestations sur la santé seront-elles aussi modulées en fonction des revenus, ou encore les retraites seront-elles adaptées en fonction du niveau du patrimoine des retraités.

La perte de confiance dans le système politique:

Ce que nous constatons très largement, c'est une grande défiance à l'encontre des dirigeants politiques, toutes tendances confondues, des cadres des syndicats et des entreprises, et des corps intermédiaires que nous représentons. L'autorité, quelle qu'elle soit, est remise en cause.

La défiance s'est répandue partout : dans la crise financière, économique et désormais sociale, dans la crise actuelle de l'UE : plus personne ne se fait confiance, c'est la défiance généralisée.

Le manque de fiabilité, de légitimité, de crédibilité des pouvoirs économiques et politiques déstabilise l'ensemble de la société et nous fait traverser une crise forte.

L'abstention massive aux différents scrutins est à ce niveau, un signal pertinent du taux de confiance des citoyens dans leur classe politique puisque dans le système démocratique, le vote est le vecteur principal de la démocratie. La baisse continue de la participation, depuis la première élection au suffrage universel du Parlement européen en 1979, démontre la défiance, l'incompréhension, voire la déconnexion entre le peuple et ses représentants

Le décrochage est très net pour une partie de la population, notamment dans les classes populaires. Certains ne votent pas ou plus parce qu'ils considèrent que leur pouvoir de changement est nul, et que leur vote ne sert à rien. Ils se sentent méprisés, exclus. Le vote protestataire progresse aussi, que ce soit à l'extrême gauche ou à l'extrême droite, mais sans apporter de véritables réponses.

Les jeunes, d'ordinaire plus optimistes et confiants que leurs aînés, ne sont pas épargnés. Ils sont plus pessimistes, persuadés que leur vie sera plus dure que celle de leurs parents.

Les citoyens se sentent insuffisamment représentés par le Parlement du fait l'absence de diversité politique et sociale, et l'absence de parité... Les employés et les ouvriers représentent la moitié de la population active, mais 3 % des députés proviennent de leurs rangs. La moyenne d'âge élevée (55 ans) et la faible part de femmes élues (moins de 30%) contribuent au dysfonctionnement du système représentatif.

Des signes optimistes dans cette crise de confiance

Dans un contexte mondial difficile, la France se trouve confronté à une crise de société forte, provoquée par la difficulté des cultures diverses vivant dans notre pays, à se respecter. Le principe de laïcité qui doit permettre à chacun de croire en toute liberté, appliqué à l'inverse exacerbe les individus, et l'intolérance se développe pour élever des pans entiers de la société les uns contre les autres.

Le début de l'année 2015 voit la terreur s'installer dans notre pays, et une prise de conscience se faire jour. Les instances gouvernementales, le parlement, les institutions comprennent que la société est en train de se fissurer, voir de se fracturer.

Les Ministres, celui de la Famille en particulier avec l'aide de la CNAF, veulent affronter la situation et demandent à plusieurs reprises aux familles et aux associations de s'engager pour retravailler avec leurs enfants les valeurs fondamentales de la République.

Nous militants associatifs familiaux, croyons fondamentalement à la capacité des parents à créer et organiser eux-mêmes les actions dont ils ont besoin. Le « pouvoir d'agir » et l'entraide mutuelle constituent à ce titre des principes d'action historiques dans les associations familiales. Les associations cherchent prioritairement à tout mettre en œuvre pour répondre aux attentes et besoins des familles, mais il faut leur donner les moyens d'être acteurs de leur existence.

Familles de France veut participer à cet engagement fondamental pour notre pays et pour les familles. Cet engagement est



peut-être une opportunité extraordinaire pour notre réseau. Nous pouvons retrouver dans cette forme d'engagement quelques uns des principes qui ont fondé le mouvement familial : l'entraide et le soutien aux familles, l'apprentissage du métier de parents, la mise en place de services familiaux, la médiation.....

Nous devons protester lorsque nous ne sommes pas en accord. Mais cette protestation ne prendra de la valeur lorsque nous ferons des contre propositions plus alléchantes pour les familles, qui répondent à leurs besoins, et qui respectent un contexte économique difficile.

Notre fédération dans son environnement :

Notre réseau fort de ses 400 associations et 60 000 adhérents doit œuvrer dans ce contexte complexe où à la fois, nous sommes dans une volonté forte de réformes qui déstabilisent notre vision de la société, où nous devons dans un contexte économique défavorable nous battre pour obtenir les moyens d'exister, où nous devons défendre les valeurs auxquelles nous croyons mais qui ne sont pas toujours partagées, et où nous devons apprendre à collaborer avec tous y compris ceux qui parfois nous décrivent pour tenter de développer cette solidarité humaine indispensable au « vivre ensemble »

Nos repères construits patiemment pendant des décennies sont bousculés, les transformations sont rapides, parfois imposées, nous devons être plus réactifs encore pour reconstruire les nouveaux repères sans pour autant renoncer aux valeurs auxquelles nous tenons.

C'est un combat de tous les jours, et nous devons être fiers de ce que nous sommes et de ce que nous représentons.

Nous regrettons dans cet environnement, que l'unité du monde familial ne soit pas exemplaire. Si nos rapports avec l'ensemble du réseau familial sont cordiaux, nous n'arrivons pas à nous organiser avec suffisamment de cohérence pour montrer notre force et notre volonté de défendre les familles. Leur seule représentation ne suffit plus.

Un travail important de modernisation du mouvement familial doit être entrepris. La double organisation, de l'institution et des mouvements doit retrouver une cohérence plus grande, un partage intelligent des rôles des uns et des autres, et une complémentarité qui ne permette plus le doute dans la volonté commune de défendre les intérêts des familles.

An niveau local, les acteurs de ces mêmes instances doivent eux aussi apprendre à vivre ensemble avec leurs prérogatives propres et complémentaires pour mieux défendre les familles dans un contexte où les collectivités territoriales et institutionnelles tentent par tous les moyens de réduire les soutiens matériels pour essayer de revenir aux équilibres financiers qu'ils n'ont pas pu respecter durant ces dernières décennies. L'équilibre entre efficacité économique et solidarité n'est pas simple à obtenir, mais nous devons en être les acteurs incontournables.

Notre conseil d'administration, nos salariés sont en rapport permanent avec les ministères, les parlementaires, l'UNAF et les UDAF, les institutions, les services de l'État, les confrères d'autres mouvements, les médias, pour travailler cette solidarité et expliquer nos valeurs.

Nos bénévoles et nos salariés :

Les militants et les bénévoles, les salariés du siège mais aussi des associations locales et départementales travaillent en collaboration active. Notre réseau est peu professionnalisé par rapport à d'autres. Est-ce une force, ou est-ce un point faible ? Sans doute les deux. Une forte professionnalisation fragilise les associations durant cette période où les fonds de soutien aux actions associatives diminuent drastiquement. A l'inverse, la présence des salariés décharge les bénévoles de la gestion et de l'organisation des actions pour leur permettre un plus fort investissement en politique familiale. L'équilibre qui permet la cohabitation des salariés et des bénévoles doit être fondé sur une grande diversification des ressources. Leur apport en compétence permet aussi d'aborder des actions que des bénévoles ne peuvent effectuer seuls. Il faut savoir apprécier lors des recrutements, la dose de militantisme des candidats. Ce métier est particulier et sans la motivation du militant il est difficile à exécuter.

Notre activité, celle de notre réseau :

Le travail fédéral, doit à la fois prendre une orientation politique pour assurer la défense des intérêts des familles, ce qui veut dire dans la période actuelle être en opposition très souvent avec les instances gouvernementales. En même temps nous avons la mission d'assurer le développement et le soutien à notre réseau. Cette double mission n'est pas simple à assurer



car nous sommes confrontées à des situations ambiguës puisque ceux qui financent les actions de terrain sont souvent ceux contre qui nous devons nous opposer.

Même localement, le pouvoir politique tente dans certaines collectivités de faire passer des idées sociétales et dans certaines villes les associations familiales font les frais des décisions techniques utilisées pour faciliter le passage de ces idées. Les contraintes budgétaires, les règles du marché public sont utilisées pour mettre à la marge certaines de nos associations qui sont très vite remplacées par les grandes associations plus proches du pouvoir et très professionnalisées.

Il ne faut ni vendre notre âme au diable, ni abandonner nos activités. La diversification des financements est une source d'autonomie, mais la forme de l'expression de notre opposition en est une autre. L'union avec d'autres partenaires, avec d'autres mouvements, avec le soutien espéré des UDAF et de l'UNAF font aussi partie de nos objectifs de travail.

La vie de notre réseau est complexe dans ce contexte, mais la motivation que nous trouvons sur le terrain au cours des visites que nous avons entreprises, est porteur d'espoir. Nos militants devront se battre pour exister et transmettre nos valeurs, mais ils en ont la volonté.

Nous devons réussir à assurer la pérennité de notre mouvement et son développement.

Nos orientations :

Familles de France veut défendre les intérêts matériels et moraux des familles.

Nous avons été, ces dernières années, plutôt orienté vers la contestation systématique.

Force est de constater que l'efficacité d'une attitude protestataire n'est pas prouvée.

Dans notre société les hommes et les femmes assurant la gouvernance des structures apprécient les attitudes constructives et les propositions.

Être parents aujourd'hui :

La famille évolue considérablement, les familles se construisent, certaines se défont et se recomposent, les familles monoparentales sont nombreuses.

Ce sont des choix de vie, que nous n'avons pas à juger, mais qui impactent souvent l'éducation des enfants.

De plus elles évoluent dans un contexte économique complexe. Globalement le niveau de vie a tendance à stagner, ou à baisser pour certains. Le chômage touche de nombreuses familles, rajoutant des difficultés économiques aux difficultés éducatives.

L'école forme des petits citoyens dont le niveau général s'oriente à la baisser. Les professeurs et professeurs des écoles rencontrent des difficultés.

Nous avons la conviction que les parents restent les premiers éducateurs de leurs enfants. Mais pour certains d'entre eux cette mission fondamentale pour l'avenir de l'enfant n'est pas facile à remplir et les échecs sont fréquents.

La perte des repères pour de nombreux adolescents et jeunes adultes les entraîne vers des situations extrêmes qui pour les plus dures peuvent entraîner les personnes vers des formes d'addictions ou d'extrémisme, situations que les parents ne sont pas en capacité de gérer seuls

Le ministère de la Famille, et la CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) se sont émus de cette situation et nous sollicitent pour œuvrer auprès de ces familles.

Les actions de parentalité, qui permettent de sensibiliser un parent à mieux assurer l'éducation de son enfant sont réclamées.

Nous avons commencé à solliciter notre réseau pour qu'il mène des actions allant dans ce sens. CNAF et CAF départementales nous assurent de leur soutien.

Ainsi nous vous incitons à développer les actions de toutes sortes qui toucheront parents et enfants, dans l'ensemble des structures qui accompagnent l'enfant dans son éducation

Préparer une nouvelle politique familiale

Des échéances électorales importantes approchent. Ce sera l'occasion de voir arriver de nouveaux hommes politiques, et vraisemblablement plus de femmes. Peut être verrons nous le niveau de la gouvernance suprême ainsi qu'au parlement une alternance.

Pour nous faire entendre des candidats, notre rôle sera d'approcher toutes les tendances, nous devons anticiper et réfléchir à des propositions concrètes favorables pour les familles et construites avec elles.

Nous engageons dès à présent ce travail de réflexion au sein de notre conseil d'administration pour établir un cadre, mais



nous devons aller recueillir les opinions d'un maximum de nos familles adhérentes par l'intermédiaire de nos associations locales et de nos fédérations départementales.
Ce travail sera initié dès la rentrée 2015.

Communiquer largement

Dans ce contexte, la communication de notre réseau prend toute son importance. Nous progressons sur certains de nos supports, mais nous régressons sur d'autres.

Notre site internet voit le nombre des internautes qui le visitent augmenter régulièrement, et conformément à nos engagements de l'assemblée générale de l'an dernier nous nous sommes développés sur les réseaux sociaux.

Les newsletters, info réseau et info famille se distribuent régulièrement mais pas suffisamment nous devons encore progresser. Notre magazine, pourtant de qualité reste dans une diffusion trop faible. Nous avons besoin de votre investissement pour faire augmenter sa diffusion, et pour participer à sa construction.

Nous bénéficions par contre d'une bonne diffusion de nos communiqués de presse et de nos messages dans la presse nationale écrite, audio, télévisée, ou encore dans les nouvelles formes que prend l'information par sa diffusion sur la toile.

Augmenter le nombre de nos adhérents

Lorsque nous rencontrons ministres et parlementaires, ils n'ont de cesse que de connaître le nombre de nos adhérents. Il n'est pas assez important, et le mouvement familial dans son ensemble ne recrute plus assez.

C'est pourtant l'indicateur qui permet de mesurer notre représentativité.

Aujourd'hui 700 000 familles composent l'UNAF c'est trop peu aux yeux des autorités pour assurer une représentation correcte des familles.

Nous devons tous nous engager pour tenter de convaincre les familles et surtout les plus jeunes à nous rejoindre. C'est vital pour notre mouvement, c'est vital pour le mouvement familial, c'est vital pour la représentation des familles.

Mes remerciements :

Je voudrais conclure ce rapport moral et d'orientation en remerciant mes collègues administrateurs qui s'investissent chaque jour, les militants locaux et départementaux, qui font un travail extraordinaire au sein de notre réseau, les présidents, les administrateurs de ces mêmes instances.

Je veux remercier les salariés de la Fédération nationale, et tous ceux du réseau.

Je veux remercier nos partenaires, les ministères, les services de l'État, les acteurs des collectivités territoriales, les acteurs de la vie associative, l'UNAF, les UDAF, nos collègues des autres mouvements familiaux avec lesquels nous entretenons désormais de bonnes relations.

Grace à votre investissement, grâce à vos engagements, nous construisons jours après jours le mouvement dont les familles ont besoin pour défendre leurs intérêts dans un monde qui bouge, dans lequel il faut parfois savoir accepter des changements sans pour autant perdre ses valeurs ni ses convictions

Je vous remercie de votre écoute.

Patrick CHRETIEN
Président National

